

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 30 ΙΟΥΝΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 106

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2056

Κύρωση Συμφωνίας Ελλάδος - Ζαΐρ για την προώθηση και την αμοιβαία προστασία των επενδύσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία Ελλάδας-Ζαΐρ για την προώθηση και την αμοιβαία προστασία των επενδύσεων, που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 26 Απριλίου 1991, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

ACCORD RELATIF A LA PROMOTION ET A LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS ENTRE LA REBUBLIQUE HELLENIQUE ET LA REPUBLIQUE DU ZAIRE

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République du Zaire (dénommés ci-après, les Parties Contractantes),

Vu la Convention Générale de Coopération entre la République du Zaire et la République Hellénique, signée à Athènes, le 3 Mai 1979;

Vu la Convention de LOME IV, signée le 15 Décembre 1989 et, en particulier, sa Troisième Partie, Titre III, Chapitre 3;

Désireux de créer des conditions favorables pour l'accroissement des investissements des nationaux et des sociétés de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sur base de l'égalité et du bénéfice mutuel;

Conscient de la nécessité de promouvoir et de protéger de tels investissements en vue de renforcer leur liens d'amitié et de favoriser la prospérité économique des deux pays;

Ont convenu les dispositions suivantes:

ARTICLE 1.
"Promotion des investissements"

1. Chacune des Parties Contractantes encouragera sur son territoire, autant que possible, les investissements des nationaux et des sociétés de l'autre Partie Contractante et accueillera

ces investissements dans le cadre du présent Accord et conformément aux lois et règlements en vigueur dans leur pays respectif.

2. La partie Hellénique encouragera les investissements dans des secteurs qui ont un intérêt particulier pour la partie Zairoise, notamment dans des entreprises agricoles (plantations de café, de thé, de caoutchouc etc), agro-industrielles, de l'exploitation forestière et de la pêche maritime et lacustre au Zaire, dont les principaux actionnaires sont de nationalité Hellénique.

ARTICLE 2.
"Definitions"

Aux fins du présent Accord:

a) le terme "nationaux" signifie

1. en ce qui concerne la République du Zaire les personnes physiques considérées comme étant des ressortissants de la République du Zaire conformément à la Constitution et aux lois de la République du Zaire;

2. en ce qui concerne la République Hellénique, les personnes physiques considérées comme étant des ressortissants de la République Hellénique conformément à la Constitution et aux lois de la République Hellénique;

b) le terme "sociétés" signifie

1. en ce qui concerne la République du Zaire, les personnes morales, firmes et établissements constituées ou crées en vertu de la législation en vigueur en République du Zaire;

2. en ce qui concerne la République Hellénique, les personnes morales, constituées ou crées en vertu de la législation en vigueur en République Hellénique;

c) le terme "investissements" signifie

tout genre de bien notamment mais pas exclusivement:

1. les biens meubles et immeubles, et tous les autres droits réels tels que hypothéques, privilèges ou gages;

2. les actions, les valeurs et les obligations des sociétés ou les intérêts reçus dans la propriété de telles sociétés;

3. les créances et les titres juridiques à l'exécution des dispositions d'un contrat ayant une valeur financière;

4. les droits de propriété intellectuelle et d'achalandage;

5. toutes les concessions commerciales et industrielles qui ont été ou pourraient être accordées par les Parties Contrac tantes conformément à leurs lois respectives, y compris les concessions pour la recherche, l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles;

6. les recettes ou revenus qui sont réinvestis.

d) le terme "territoire" signifie

1. pour la République du Zaire, tout le territoire de la République du Zaire dans ses limites géographiques et politiques où s'exerce sa souveraineté;

2. pour la République Hellénique, le territoire sur lequel elle exerce sa souveraineté, ainsi que la mer territoriale et les espaces sousmarins, sur lequels la République Hellénique exerce, confromément au Droit International, des droits souverains ou sa juridiction.

e) le terme "revenu" signifie

tout montant provenant directement ou indirectement d'un investissement, y compris les bénéfices, les dividendes, les intérêts, la plus-value;

les redevances sur droits de propriété intellectuelle et industrielle;

les droits de gestion, d'assistance technique.

ARTICLE 3.
"Traitement et protection des investissements"

1. Les investissements ainsi que les biens, droits et intérêts appartenant à des nationaux ou des sociétés d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, bénéficieront d'un traitement juste et équitable, d'une pro tection et d'une sécurité garantie par l'autre Partie.

2. Chaque Partie s'engage à accorder à ces investissements entrepris sur son territoire par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres nationaux ou sociétés ou des nationaux ou sociétés de tout autre pays tiers en appliquant le traitement le plus favorable.

ARTICLE 4.
"Indemnisation pour dommages résultant de guerre ou d'événements similaires"

1. Les nationaux ou les sociétés de l'une de Parties Con tractantes, dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie subissent des pertes dues à la guerre ou autre conflit armé, une révolution, un état d'urgence national, une révolte, une insurrection ou une émeute sur le territoire de cette Partie Contractante se verront accordés par cette Partie Contractante un traitement en ce qui concerne la restitution l'indemnisation, la compensation ou autre arrangement, non moins favorable que celui que ladite Partie Contractante accorde à ses propres nationaux ou sociétés ou aux nationaux ou sociétés de tout autre état tiers qui bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe précédent, les investissements des nationaux ou sociétés d'une Partie Contractante qui subissent des pertes sur la territoire de l'autre Partie Contractante suite à la réquisition de leurs biens par ses forces armées ou ses autorités ou à leur destruction, bénéficieront de la restitution ou d'une indemni sation adéquate qui en cas de litige sera déterminée d'après les dispositions du présent Accord.

3. Les paiements effectués au titre de cet article seront librement transferable.

ARTICLE 5.
"Indemnisation des pertes dues à la nationalisation et à l'expropriation de l'investissement"

1. Les investissements des nationaux ou des sociétés de l'une de Parties Contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni dépossédés, ni assujettis à des mesures ayant un effet équivalent à la nationalisation, ou à l'expropriation ou à la dépossession, soit directement ou indirectement, que dans l'intèrêt public, sur une base non discriminatoire et suivant les procédures légales. Dans ce cas les nationaux ou sociétés ayant droit, béneficieront d'une indemnisation prompte, effective, adéquate et acceptable par les nationaux ou sociétés y ayant droit.

En cas de litige, l'indemnisation sera déterminée d'après les disposistions du présent Accord.

2. Le montant de l'indemnité doit correspondre à la valeur réelle des investissements concernés évalués au moment immédiatement antérieure à la prise de la décision de la mesure de nationalisation ou d'expropriation. Le montant de cette indemnité et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date d'exécution de cette mesure. Cette indemnité est effectivement réalisable versée sans retard. Elle produit, jusqu'à la date du versement, des intérêts calculés au taux du Libor sur les devises utilisées pour le versement de l'indemnité.

3. Les paiements effectués au titre de cet article seront librement transferable.

ARTICLE 6.
"Garantie de Transfert"

Chacune des Parties Contractantes autorisera le libre transfert et dans les meilleurs délais vers l'autre Partie Contractante et en devise librement utilisable, conformément à la procedure prevue par sa législation en la matiére, de l' investissement et ses revenues et en particulier des postes suivants:

A) Les profits nets, dividendes, rédevances, honoraires d'assistance technique, et des services techniques, intérêts et autres revenues courants, provenant de tous investissements de nationaux ou de sociétés de l'autre Partie Contractante.

B) Le produit de la liquidation totale ou partielle de tout investissement fait par les nationaux ou par les sociétés de l'autre Partie Contractante, ainsi que la plus value.

C) Les montants de remboursement d'emprunts par les nationaux ou les sociétés de l'autre Partie Contractante que les deux Parties Contractantes ont réconnu dans cet Accord comme étant un investissement.

D) Les salaires des nationaux de l'autre Partie Contractante autorisés à travailler en relation avec un investissement dans son territoire.

ARTICLE 7.
"Champs d'application du présent Accord"

Le présent Accord s'appliquera aux investissements faits sur le territoire de chaune des Parties Contractantes conformément à ses lois et règlement en vigueur par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie aussi bien avant qu'après l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 8.
"Règlement des diffèrends opposant les parties en ce qui concerne l'application ou l'interprétation du présent Accord"

1. Toute question relative à l'application ou à l'interprétation du présent Accord sera traitée dans le cadre de la Commission Mixte de Coopération Economique et Technique, prévue par l'Article 6 de la Convention Générale, signée le 3 Mai 1979 entre les deux pays.

2. Les litiges entre les Parties concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord, qui ne pourraient pas être réglés par ladite Commission, devront, si possible, être résolus par la voie diplomatique.

3. Si un litige entre les Parties Contractantes ne peut être résolu de cette manière, il sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre des Parties Contractantes à un tribunal arbitral composé de trois juges.

4. Ce tribunal arbitral sera constitué pour chaque cas individuel de la manière suivante: endéans les quatre mois de la réception de la requête d'arbitrage, chacune des Parties Contractantes nommera un membre du tribunal. Les deux membres sélectionneront à leur tour un national d'un Etat tiers qui, après approbation par les deux Parties Contractantes, sera nommé Président du Tribunal. Le Président sera nommé endéans les deux mois suivant la date de nomination de deux autres membres.

5. Si, endéans la période indiquée au paragraphe 4 du présent Article, les nominations nécessaires n'ont pas été faites, chaune des Parties Contractantes peut, en l'absence de tout accord, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux nominations qui s'imposent. Si le Président est un national de l'une ou l'autre Partie Contractante ou s'il est empêché par un quelconque motif de remplir ladite fonction, le Vice-Président sera invité à faire les nominations nécessaires. Si le Vice-Président est un national de l'une ou l'autre Partie Contractante, ou, si lui également est empêché par un quelconqe motif de remplir ladite fonction, le membre de la Cour Internationale de Justice qui le suit en ancienneté et qui n'est pas un national de l'une ou l'autre Partie Contractante, sera invité à faire les nominations qui s'imposent.

6. Le tribunal arbitral prendra ses décisions sur la base du respect du droit, en tenant compte du présent Accord et tout autre accord en vigueur entre les deux Parties Contractantes, ainsi que les règles et les principes généralement reconnus du droit internatiomal.

7. Le tribunal arbitral prendra sa décision à la majorité des voix et cette décision engagera les deux Parties Contractantes. Chacune des Parties Contractantes assumera les frais de son propre membre du tribunal et de sa représentation dans la procédure arbitrale; les frais du Président et les autres frais seront supportés en parts égales par les Parties Contractantes. Le tribunal déterminera sa propre procédure.

ARTICLE 9.
"Règlement des différends relatifs aux investissements opposant une partie ou un national, ou une société de l'autre partie"

1. Tout différend entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante, concernant un investissement ou la nationalisation ou l'expropriation d'un investissement, sera réglé à l'amiable entre les parties au différend.

2. Si le différend ne peut pas être réglè de cette manière, dans les six mois qui suivent la notification du diffèrend par la partie intéressée, il sera soumis, à la requête de l'investisseur concerné soit aux juridictions competentes de la Partie Contractante soit à l'arbitrage conformément aux dispositions:

- de la Convention du 18 Mars 1965 pour le Règlement des différendes relatifs aux investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats ou
- aux statuts et règlements du Centre International pour le Règlement des différendes Relatifs aux Investissements.

ARTICLE 10.
"Entrée en vigueur, Durée et Dénonciation"

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les deux parties se notifieront mutuellement que leurs modalités constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de cet Accord, ont été accomplies et il sera valable pour une période de dix ans renouvelable par tacite reconduction.

2. Chaque Partie Contractante notifie un an à l'avance, et par écrit, à l'autre Partie Contractante, son intention de dénoncer le présent Accord.

3. En ce qui concerne les investissements faits avant la date de la fin du présent Accord, les Articles précédents resteront en vigueur pour une période ultérieure de dix ans à partir de cette date.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes le 26 Avril 1991

en deux exemplaires en langue française

POUR LA REPUBLIQUE HELLENIQUE	POUR LA REPUBLIQUE DU ZAIRE
ANDONIS SAMARAS MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES	NGUNGO KAMANDA MINISTRE DE LA COOPERATION INTERNATIONAL

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΗΝ ΑΜΟΙΒΑΙΑ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΚΑΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΟΥ ΖΑΪΡ

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Δημοκρατίας του Ζαΐρ (εφεξής "τα Συμβαλλόμενα Μέρη"),

Έχοντας υπόψη τη Γενική Σύμβαση Συνεργασίας μεταξύ της Δημοκρατίας του Ζαΐρ και της Ελληνικής Δημοκρατίας που υπεγράφη στην Αθήνα στις 3 Μαΐου 1979·

Έχοντας υπόψη τη Σύμβαση του ΛΟΜΕ 4, που υπεγράφη στις 15 Δεκεμβρίου 1989 και ιδιαίτερα το Τρίτο Μέρος αυτής, Τίτλος III, Κεφάλαιο 3·

Επιθυμώντας να δημιουργήσουν ευνοϊκές συνθήκες για την αύξηση των επενδύσεων των υπηκόων και των εταιρειών του ενός από τα Συμβαλλόμενα μέρη επί του εδάφους του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους, με βάση την ισότητα και την αμοιβαία ωφέλεια·

Έχοντας συνείδηση της αναγκαιότητας να προωθήσουν και να προστατεύσουν τέτοιες επενδύσεις για να ενισχύσουν τους δεσμούς φιλίας αυτών και να συντρέξουν στην οικονομική ευημερία των δύο χωρών·

Συνομολόγησαν τις ακόλουθες διατάξεις:

Άρθρο 1
Προώθηση επενδύσεων

1. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ευνοεί επί του εδάφους του, όσο είναι δυνατόν, τις επενδύσεις των υπηκόων και των εταιρειών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους και θα δέχεται αυτές τις επενδύσεις στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας και σύμφωνα με τους ισχύοντες στην αντίστοιχη χώρα νόμους και κανονισμούς.

2. Η ελληνική πλευρά θα ευνοεί τις επενδύσεις στους τομείς που έχουν ιδιαίτερο ενδιαφέρον για τη ζαϊρινή πλευρά, κυρίως σε επιχειρήσεις αγροτικές (καλλιέργειες καφέ, τσαγιού, καουτσούκ κ.λπ.), αγροτικοβιομηχανικές, δασικής εκμετάλλευσης και θαλάσσιας και λιμναίας αλιείας στο Ζαΐρ, των οποίων οι κύριοι μέτοχοι θα είναι Έλληνες υπήκοοι.

Άρθρο 2
Ορισμοί

Για τους σκοπούς της παρούσας Συμφωνίας:

α) ο όρος "υπήκοοι" σημαίνει:

1. όσον αφορά τη Δημοκρατία του Ζαΐρ, τα φυσικά πρόσωπα, που θεωρούνται υπήκοοι της Δημοκρατίας του Ζαΐρ, σύμφωνα με το Σύνταγμα και τους νόμους της Δημοκρατίας του Ζαΐρ·

2. όσον αφορά την Ελληνική Δημοκρατία, τα φυσικά πρόσωπα, που θεωρούνται υπήκοοι της Ελληνικής Δημοκρατίας, σύμφωνα με το Σύνταγμα και τους νόμους της Ελληνικής Δημοκρατίας.

β) Ο όρος "εταιρεία" σημαίνει:

1. όσον αφορά τη Δημοκρατία του Ζαΐρ, τα νομικά πρόσωπα, οι φίρμες και τα ιδρύματα, που συστήνονται ή δημιουργούνται δυνάμει της ισχύουσας στη Δημοκρατία του Ζαΐρ νομοθεσίας·

2. όσον αφορά την Ελληνική Δημοκρατία, τα νομικά πρόσωπα, που συστήνονται ή δημιουργούνται δυνάμει της ισχύουσας στην Ελληνική Δημοκρατία νομοθεσίας.

γ) Ο όρος "επενδύσεις" σημαίνει κάθε είδους περιουσιακό στοιχείο κυρίως αλλά όχι αποκλειστικά:

1. τα κινητά και ακίνητα, και όλα τα λοιπά εμπράγματα δικαιώματα όπως υποθήκες, προνόμια ή ενέχυρα·

2. οι μετοχές, οι αξίες και οι ομολογίες των εταιρειών ή οι εκ της ιδιοκτησίας τέτοιων εταιρειών εισπραττόμενοι τόκοι·

3. οι απαιτήσεις και οι νομικοί τίτλοι σε εκτέλεση των διατάξεων μιας σύμβασης, που έχει χρηματική αξία·

4. τα δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας και πελατείας·

5. όλα τα δικαιώματα εμπορικής και βιομηχανικής εκμετάλλευσης, που έχουν παρασχεθεί ή θα μπορούσαν να παρασχεθούν, από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, σύμφωνα με τους αντίστοιχους νόμους αυτών, συμπεριλαμβανομένων των παραχωρήσεων αδειών για την αναζήτηση, την εξόρυξη και την εκμετάλλευση φυσικών πόρων·

6. τα έσοδα ή τα εισοδήματα, που επανεπενδύονται.

δ) Ο όρος "έδαφος" σημαίνει:

1. για τη Δημοκρατία του Ζαΐρ, όλο το έδαφος της Δημοκρατίας του Ζαΐρ μέσα στα γεωγραφικά και πολιτικά όρια αυτής, όπου ασκείται η κυριαρχία της·

2. για την Ελληνική Δημοκρατία, το έδαφος επί του οποίου ασκεί την κυριαρχία της, καθώς και τα χωρικά ύδατα και ο υποθαλάσσιος χώρος, επί των οποίων η Ελληνική Δημοκρατία ασκεί, σύμφωνα με το Διεθνές Δίκαιο, κυριαρχικά δικαιώματα ή τη δικαιοδοσία της.

ε) Ο όρος "εισόδημα" σημαίνει:

κάθε ποσό, που προέρχεται άμεσα ή έμμεσα από μία επένδυση, συμπεριλαμβανομένων των κερδών, των μερισμάτων, των τόκων, της υπεραξίας·

τα έσοδα από δικαιώματα πνευματικής και βιομηχανικής ιδιοκτησίας·

τα δικαιώματα διαχείρισης, τεχνικής βοήθειας.

Άρθρο 3
Μεταχείριση και προστασία των επενδύσεων

1. Οι επενδύσεις, καθώς και τα περιουσιακά στοιχεία, τα δικαιώματα και οι τόκοι, που ανήκουν σε υπηκόους ή εταιρείες ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη επί του εδάφους του άλλου, θα τυγχάνουν ίσης και δικαίας μεταχείρισης, προστασίας και ασφάλειας, που θα εγγυάται το άλλο Μέρος.

2. Κάθε Μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να παρέχει στις επενδύσεις, που πραγματοποιούνται επί του εδάφους του από υπηκόους ή εταιρείες του άλλου Μέρους, μεταχείριση εξίσου ευνοϊκή με εκείνη, που παρέχει στις επενδύσεις των δικών του υπηκόων ή εταιρειών ή υπηκόων ή εταιρειών κάθε άλλης τρίτης χώρας εφαρμόζοντας την πλέον ευνοϊκή μεταχείριση.

Άρθρο 4
Αποζημίωση για ζημίες που προκύπτουν από πόλεμο ή παρόμοια γεγονότα

1. Οι υπήκοοι ή οι εταιρείες του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, των οποίων οι επενδύσεις επί του εδάφους του άλλου Μέρους υφίστανται ζημίες, που οφείλονται στον πόλεμο ή άλλη ένοπλη σύγκρουση, επανάσταση, κατάσταση εθνικής εκτάκτου ανάγκης, εξέγερση, στάση ή λαϊκή εξέγερση επί του εδάφους αυτού του Συμβαλλόμενου Μέρους να τυγχάνουν μεταχείρισης, από αυτό το Συμβαλλόμενο Μέρος, όσον αφορά στην απόδοση της αποζημίωσης, την αποκατάσταση ή άλλη διευθέτηση, όχι λιγότερο ευνοϊκής από εκείνη, που το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος παρέχει στους δικούς του υπηκόους ή εταιρείες ή στους υπηκόους ή εταιρείες κάθε άλλου τρίτου κράτους, που τυγχάνει της μεταχείρισης του πλέον ευνοουμένου έθνους.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της προηγούμενης παραγράφου, οι επενδύσεις των υπηκόων ή εταιρειών ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, που υφίστανται ζημίες επί του

εδάφους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους συνεπεία της επίταξης των περιουσιακών στοιχείων αυτών από τις ένοπλες δυνάμεις ή τις αρχές αυτού ή (συνεπεία) της καταστροφής αυτών, θα τυγχάνουν απόδοσης ή κατάλληλης αποζημίωσης, που σε περίπτωση διαφοράς, θα ορίζεται επακριβώς, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας.

3. Οι πληρωμές, που θα πραγματοποιούνται δυνάμει αυτού του άρθρου, θα μπορούν να μεταφερθούν ελεύθερα.

Άρθρο 5
Αποζημίωση των ζημιών που οφείλονται στην εθνικοποίηση και στην απαλλοτρίωση της επένδυσης

1. Οι επενδύσεις των υπηκόων ή των εταιρειών του ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν θα εθνικοποιούνται, ούτε θα απαλλοτριώνονται, ούτε θα αφαιρούνται, ούτε θα υπόκειται σε μέτρα των οποίων το αποτέλεσμα να ισοδυναμεί με εθνικοποίηση, ή με απαλλοτρίωση ή με αφαίρεση, είτε άμεσα είτε έμμεσα, παρά μόνον για το κοινό συμφέρον, χωρίς διάκριση και σύμφωνα με τις νόμιμες διαδικασίες. Σε αυτή την περίπτωση οι δικαιούχοι υπήκοοι ή εταιρείες, θα τυγχάνουν του ευεργετήματος μιάς αποζημίωσης ταχείας, πραγματικής, ολοσχερούς και αποδεκτής από τους δικαιούχους υπηκόους ή εταιρείες.

Σε περίπτωση διαφοράς, η αποζημίωση θα ορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας.

2. Το ποσό της αποζημίωσης θα πρέπει να αντιστοιχεί στην πραγματική αξία των σχετικών επενδύσεων υπολογιζομένων (με βάση τα ισχύοντα) κατά την αμέσως πριν από τη λήψη της σχετικής με το μέτρο εθνικοποίησης ή απαλλοτρίωσης απόφασης χρονική στιγμή. Το ποσό αυτής της αποζημίωσης και ο τρόπος καταβολής αυτής θα ορίζονται το αργότερο κατά την ημερομηνία εκτέλεσης αυτού του μέτρου. Αυτή η αποζημίωση είναι όντως ρευστοποιήσιμη (και) καταβάλλεται χωρίς καθυστέρηση. Παράγει, μέχρι της ημερομηνίας καταβολής, τόκους που υπολογίζονται με το συντελεστή/ποσοστό /τιμή του LIBOR επί των (ξένων) νομισμάτων που χρησιμοποιούνται για την καταβολή της αποζημίωσης.

3. Οι πληρωμές που θα πραγματοποιούνται δυνάμει αυτού του άρθρου θα μπορούν να μεταφερθούν ελεύθερα.

Άρθρο 6
Εγγύηση Μεταφοράς

Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα επιτρέπει την ελεύθερη μεταφορά και το ταχύτερο δυνατόν προς το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος και σε ελεύθερα χρησιμοποιήσιμο (ξένο) νόμισμα, σύμφωνα με τη διαδικασία, που προβλέπεται από τη σχετική νομοθεσία αυτού, της επένδυσης και των προσόντων αυτής και ιδιαίτερα των πιο κάτω κονδυλίων:

Α) Τα καθαρά κέρδη, μερίσματα, έσοδα από εκχώρηση δικαιώματος, αμοιβές για παροχή τεχνικής βοήθειας και τεχνικών υπηρεσιών, τόκοι και άλλες τρέχουσες πρόσοδοι, που προέρχονται από κάθε επένδυση υπηκόων ή εταιρειών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

Β) Το προϊόν της ολοκληρωτικής ή μερικής ρευστοποίησης κάθε επένδυσης, που γίνεται από τους υπηκόους ή τις εταιρείες του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, καθώς και η υπεραξία.

Γ) Τα ποσά επιστροφής δανείων από τους υπηκόους ή τις εταιρείες του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους που και τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν αναγνωρίσει σε αυτή τη Συμφωνία ως επένδυση.

Δ) Οι μισθοί των υπηκόων του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους που τους έχει επιτραπεί να εργάζονται σε σχέση με μια επένδυση επί του εδάφους του.

Άρθρο 7
Πεδίο εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας

Η παρούσα Συμφωνία θα εφαρμόζεται στις επενδύσεις που γίνονται επί του εδάφους καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη σύμφωνα με τους ισχύοντες νόμους και κανονισμούς αυτού από υπηκόους ή εταιρείες του άλλου Μέρους εξ ίσου πριν καθώς και μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 8
Διευθέτηση των διαφορών που αντιτάσσουν τα μέρη όσον αφορά την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συμφωνίας

1. Κάθε ζήτημα σχετικό με την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συμφωνίας θα τυγχάνει διευθέτησης δια διαπραγματεύσεων στα πλαίσια της Μικτής Επιτροπής Οικονομικής και Τεχνικής Συνεργασίας, που προβλέπεται από το Άρθρο 6 της Γενικής Σύμβασης, που υπεγράφη στις 3 Μαΐου 1979 μεταξύ των δύο χωρών.

2. Οι διαφορές μεταξύ των Μερών, που αφορούν στην εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συμφωνίας, που δεν θα μπορούσαν να διευθετηθούν από την εν λόγω Επιτροπή, θα πρέπει, εάν είναι δυνατόν, να επιλύονται δια της διπλωματικής οδού.

3. Εάν μια διαφορά μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών δεν μπορεί να διευθετηθεί με αυτό το τρόπο, θα υποβάλεται, μετά από αίτηση του ενός ή του άλλου από τα Συμβαλλόμενα Μέρη σε διαιτητικό δικαστήριο που θα αποτελείται από τρεις δικαστές.

4. Αυτό το διαιτητικό δικαστήριο θα συγκροτείται για κάθε επιμέρους περίπτωση ως εξής: εντός τεσσάρων μηνών από της ημερομηνίας λήψης της αίτησης διαιτησίας, καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα διορίσει ένα μέλος του δικαστηρίου. Τα δύο μέλη θα επιλέξουν με τη σειρά τους έναν υπήκοο ενός τρίτου κράτους ο οποίος, μετά από έγκριση από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, θα διορισθεί πρόεδρος του δικαστηρίου. Ο πρόεδρος θα διορισθεί εντός δύο μηνών από την ημερομηνία διορισμού των δύο άλλων μελών.

5. Εάν, κατά το χρονικό διάστημα που ορίζεται στην παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, δεν έχουν γίνει οι απαραίτητοι διορισμοί, καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορεί, εφόσον δεν κατορθώσουν να συμφωνήσουν, να καλέσει τον πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου να προβεί στους επιβαλλόμενους διορισμούς. Εάν ο πρόεδρος είναι υπήκοος του ενός ή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους ή εάν κωλύεται για οιονδήποτε λόγο να εκτελέσει τα εν λόγω καθήκοντα, θα καλείται να κάνει τους απαραίτητους διορισμούς ο αντιπρόεδρος.

Εάν ο αντιπρόεδρος είναι υπήκοος του ενός ή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, ή, εάν, και αυτός κωλύεται για οιονδήποτε λόγο να εκτελέσει τα εν λόγω καθήκοντα, θα καλείται να κάνει τους επιβαλλόμενους διορισμούς το αμέσως επόμενο σε αρχαιότητα μέλος τους Διεθνούς Δικαστηρίου που δεν τυγχάνει υπήκοος του ενός ή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

6. Το διαιτητικό δικαστήριο θα παίρνει τις αποφάσεις του με βάση τη τήρηση του δικαίου, λαμβάνοντας υπόψη την παρούσα Συμφωνία και κάθε άλλη ισχύουσα συμφωνία μεταξύ των δύο Συμβαλλόμενων Μερών, καθώς και τους εν γένει αναγνωρισμένους κανόνες και αρχές του διεθνούς δικαίου.

7. Το διαιτητικό δικαστήριο θα αποφασίζει κατά πλειοψηφία και η απόφαση αυτή θα είναι δεσμευτική για τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη. Καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα βαρύνεται με τα έξοδα του δικού του μέλους του δικαστηρίου και της εκπροσώπησής του κατά τη διαιτητική διαδικασία. Τα έξοδα του προέδρου και τα λοιπά έξοδα θα βαρύνουν εξίσου τα Συμβαλλόμενα Μέρη. Το δικαστήριο θα ορίζει τη διαδικασία του.

Άρθρο 9
Διευθέτηση των διαφορών σχετικών με τις επενδύσεις που αντιτάσουν ένα μέρος ή υπήκοο, ή μια εταιρεία του άλλου μέρους

1. Κάθε διαφορά μεταξύ ενός Συμβαλλόμενου Μέρους και ενός επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, που αφορά σε μία επένδυση ή στην εθνικοποίηση ή την απαλλοτρίωση μιας επένδυσης, θα διευθετείται φιλικά μεταξύ των ενδιαφερόμενων μερών.

2. Εάν η διαφορά δεν μπορεί να διευθετηθεί με αυτό το τρόπο, σε έξι μήνες από την ημερομηνία κοινοποίησης της διαφοράς από το ενδιαφερόμενο μέρος, θα υποβάλλεται, μετά από αίτηση του ενδιαφερόμενου επενδυτή είτε στα αρμόδια δικαστήρια του Συμβαλλόμενου Μέρους είτε σε διαιτησία, σύμφωνα με τις διατάξεις:

- της Σύμβασης της 18ης Μαρτίου 1955 για τη διευθέτηση των διαφορών σχετικών με τις επενδύσεις μεταξύ κρατών και υπηκόων άλλων κρατών ή
- του καταστατικού και των κανονισμών του Διεθνούς Κέντρου για τη διευθέτηση των διαφορών σχετικών με τις επενδύσεις.

Άρθρο 10
Έναρξη ισχύος, διάρκεια και καταγγελία

1. Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ την ημέρα που τα δύο Μέρη θα κοινοποιήσουν αμοιβαία το ένα στο άλλο ότι οι συνταγματικές διατυπώσεις, για την έναρξη ισχύος αυτής της Συμφωνίας, έχουν εκπληρωθεί και θα ισχύσει για δέκα έτη. Η Συμφωνία θα μπορεί να ανανεωθεί σιωπηρά.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος κοινοποιεί ένα χρόνο πριν, και γραπτώς, στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, την πρόθεσή του να καταγγείλει την παρούσα Συμφωνία.

3. Όσον αφορά στις επενδύσεις που έχουν πραγματοποιηθεί πριν από την ημερομηνία εκπνοής της παρούσας Συμφωνίας, τα προηγούμενα άρθρα θα παραμείνουν σε ισχύ για δέκα ακόμα χρόνια από αυτή την ημερομηνία.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Συντάχθηκε στην Αθήνα, στις 26 Απριλίου 1991 σε δύο αντίτυπα στη γαλλική γλώσσα

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ	ΓΙΑ ΤΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΟΥ ΖΑΪΡ
Υπογραφή:	Υπογραφή:
ΑΝΤΩΝΗΣ ΣΑΜΑΡΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	NGONGO KAMANDA ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρουμένης Συμφωνίας από την ολοκλήρωση των διαδικασιών, που προβλέπονται στο άρθρο 10 παρ. 1 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Ιουνίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΑΙ
ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΣΤ. ΜΑΝΟΣ	**Ι. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 25 Ιουνίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ